

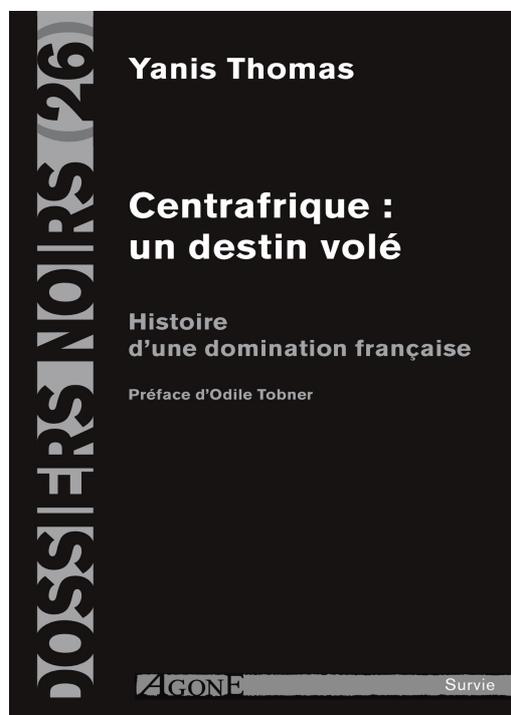
Nouvelle publication de Survie

Centrafrique : un destin volé

Histoire d'une domination française

Yanis Thomas

préface d'Odile Tobner



Dossiers Noirs numéro 26 – Editions Agone
A paraître le 15 avril 2016

Embourbée dans une guerre civile qui ne dit pas son nom, la France désigne en ce début d'année 2014 le responsable du chaos à ses yeux : Michel Djotodia. François Hollande n'avait d'ailleurs pas caché son sentiment sur le dirigeant centrafricain, déclarant fin 2013 : « On ne peut pas laisser en place un président qui n'a rien pu faire, voir même a laissé faire. »

Dont acte. Du 1er au 3 janvier, Jean-Yves Le Drian, ministre français de la Défense et missus dominicus du président français pour les affaires africaines, effectue une tournée auprès des parrains de la Centrafrique – les chefs d'État du Tchad, du Gabon et du Congo-Brazzaville – pour leur faire valider le départ de Djotodia. C'est rapidement chose faite. Le 10 au matin, Michel Djotodia annonce sa démission et s'envole pour le Bénin. Sans rire, François Hollande déclarera lors de ses vœux à la presse le 14 janvier : « Nous n'avons pas vocation à choisir les dirigeants de la Centrafrique. La France aide, mais elle ne se substitue pas. » Et d'ajouter ensuite : « Je veux en terminer avec ce qui était, depuis 40 ans, la politique de la France avec la Centrafrique comme avec une partie de l'Afrique où on défaisait et on faisait les présidents de ces pays. C'est fini ! »

Qu'a fait la France en Centrafrique, son ancienne colonie ? Que fait-elle encore dans ce pays marginalisé d'Afrique centrale ? Quel y est le jeu des ingérences étrangères ? Pour quelles raisons économiques et diplomatiques ?

Retrouvez ci-dessous le sommaire, le résumé, des extraits du livre ainsi qu'un entretien avec son auteur

Sommaire

Préface, par Odile Tobner, auteure de « *Du racisme français* » (Les arènes)

Introduction

1. Histoire d'une ingérence
 - a. La razzia coloniale
 - b. Une fausse indépendance : de Barthélémy Boganda à André Kolingba
2. Tout changer pour que rien ne change
 - a. Ange Félix Patassé, des urnes à la répression
 - b. François Bozizé, la couronne change de tête
3. La chute
 - a. Fin de partie pour Bozizé
 - b. La France dans le borbier centrafricain
4. Qui veut une part du gâteau ?
 - a. Les richesses d'un pays « pauvre »
 - b. L'échiquier centrafricain

Conclusion

Résumé

Lorsque le 5 décembre 2013, François Hollande déclenche l'opération Sangaris en Centrafrique, il y a fort à parier que les français sont bien en peine de localiser ce pays sur la carte. Pourtant, la relation entre La France et la Centrafrique est des plus tragiques, et mériterait d'être mieux connue. C'est l'objet de ce nouveau Dossier Noir qui s'attache à mener une étude approfondie de l'action de la France et des Français dans ce pays marginalisé d'Afrique centrale.

Ce livre explicite la dynamique historique et les raisons de la domination de la France sur son ancienne colonie. Des compagnies concessionnaires au sacre de Bokassa, des mutineries des années 1990 au saut de l'armée française sur Birao en 2007, l'auteur s'arrête sur les temps forts de ce qui fait de la RCA un pays emblématique du système de la Françafrique. Ce faisant, il décrypte aussi les volontés d'influence et d'ingérence en Centrafrique d'autres nations, comme le Tchad, le Congo-Brazzaville ou l'Afrique du Sud, permettant par là même d'affiner l'analyse des crises successives qui secouent le pays, et notamment celle qui déchire le pays depuis décembre 2012. Une attention particulière est par ailleurs mise sur la question des enjeux économiques, et notamment ceux concernant les ressources naturelles (diamants, pétrole, bois...), tant est grande son importance pour comprendre les motivations des entités en lutte, au niveau national comme au niveau international.

La réalité de « l'indépendance » (chapitre 2, p 36) :

L'un des premiers actes posés par la jeune république indépendante est révélateur de la mise en place d'un véritable système néocolonial. Deux jours après la déclaration de l'indépendance, la Centrafrique signe avec la France, le Congo-Brazzaville et le Tchad un accord de défense quadripartite visant au maintien de bases militaires françaises dans les anciennes colonies. L'article 4 de l'accord stipule qu'« afin de permettre à la République française d'assumer ses responsabilités dans la défense commune et à l'échelle mondiale, la République centrafricaine, la République du Congo et la République du Tchad reconnaissent aux forces armées françaises la libre disposition des bases qui leur sont nécessaires ». La France s'engage aussi à former et équiper les armées africaines naissantes (article 6). En Centrafrique cette tâche sera en partie dévolue à un personnage de sinistre renom, le colonel Marcel Bigeard. Commandant de troupes parachutistes pendant la bataille d'Alger, durant laquelle l'armée française utilise massivement la torture, il est envoyé à Bouar, dans l'ouest du pays, à la fin de la guerre d'Algérie. Sous la houlette de Roger Barberot, tout juste nommé ambassadeur de France en Centrafrique avec le soutien de Jacques Foccart, secrétaire général de l'Élysée aux affaires africaines et malgaches et père du système de domination néocoloniale de la France en Afrique, Bigeard s'attachera à réorganiser l'armée centrafricaine durant les premières années du règne de Dacko.

Mais l'accord de défense quadripartite ne s'intéresse pas qu'aux questions de défense. Il porte aussi sur les ressources naturelles dont pourraient disposer les nouvelles républiques : le maintien d'une tutelle militaire se double d'un accaparement des richesses. L'article 4 de l'annexe III de l'accord stipule ainsi : « la République centrafricaine, la République du Congo et la République du Tchad réservent à la satisfaction des besoins de leur consommation intérieure les matières premières et produits stratégiques obtenus sur leur territoire. Elles accordent à la République française une préférence pour l'acquisition du surplus et s'approvisionnent par priorité auprès d'elle en ces matières et produits. » L'article 2 de l'annexe III en précise la teneur : « sont considérés comme matières et produits stratégiques :

—les hydrocarbures liquides ou gazeux

—l'uranium, le thorium, le lithium, le béryllium, l'hélium, leurs minerais et composés.

Des modifications pourront être apportées à cette liste par échange de lettres entre les Parties contractantes.» La France s'octroie donc un droit de préemption sur les matières premières de ses anciennes colonies. Le pillage peut continuer.

La position de la France dans les prémisses de la crise actuelle (chapitre 5, p 89) :

De son côté, la France fera preuve d'une passivité complice. Alors que plusieurs membres de la Séléka agissent depuis le territoire français et que, au vu de l'enjeu et des personnalités impliquées, il est probable que les services secrets français aient été au courant des velléités de déstabilisation contre François Bozizé, force est de constater que les représentants de la Séléka n'ont pas vraiment été inquiétés par les autorités françaises.

On note ainsi que les porte-parole de la Séléka Eric Neris Massi et François Nelson Ndjadder « vivent tous les deux en France, d'où ils informent les médias par voie de communiqués de presse et d'interviews sur le déroulement des opérations militaires sur le terrain». Le premier est d'ailleurs manager dans un cabinet parisien de conseil en gestion et finance. De même, Jean-Paul Bagaza, autre porte-parole de la Séléka, expliquera en février 2013 dans les colonnes du site <afrikarabia.com> comment le principe d'une nouvelle rébellion en Centrafrique a été arrêté en partie depuis Paris par d'anciens ministres centrafricains en exil, Sylvain Ndoutingai (ex-ministre des Mines) et Firmin Findiro (ex-ministre de la Justice).

Par ailleurs, on peut s'interroger sur la réelle teneur des discussions en tête-à-tête qui ont eu lieu entre François Hollande et Idriss Déby le 5 décembre, soit quelques jours à peine avant le déclenchement de l'offensive de la Séléka. Une décision a-t-elle été prise concernant l'avenir du régime centrafricain ? L'histoire le dira peut-être.

Entretien avec l'auteur

Pourquoi avoir écrit ce livre?

À la base, je n'ai pas d'affinité particulière avec la Centrafrique. Mon sujet d'étude est plutôt l'armée française et ses interventions militaires en Afrique. J'ai commencé à me pencher sur ce pays en décembre 2012, au moment où la Séléka, la rébellion qui renversera peu après François Bozizé (à la tête du pays depuis 2003), lance son offensive. De fil en aiguille, et en travaillant sur les raisons de l'émergence de cette énième rébellion, je me suis plongé dans l'histoire de la colonisation et de la néo-colonisation française dans ce pays. Et ce que j'en ai lu m'a profondément révolté. D'où l'idée de rappeler au public la réalité de l'action de la France dans cette contrée. À cela s'ajoute la volonté de donner un éclairage sur les tenants et les aboutissants de la crise actuelle, et, là encore, sur la place de la France dans cette affaire.

Le livre effectue une importante remise en contexte historique. Pourquoi parler de "l'histoire d'une domination"?

S'il s'agit d'une « histoire d'une domination », c'est parce que le but est de montrer comment la France a pesé de façon déterminante à chaque période clef de l'histoire centrafricaine contemporaine. L'approche historique me paraît essentielle car elle permet de rappeler et de cristalliser une analyse des événements. Face au flot médiatique, c'est une sorte de barrage mémoriel. D'une certaine façon, ce livre est une lutte contre l'oubli.

Ce pays est méconnu, pourtant tu as travaillé uniquement avec des sources ouvertes.

Effectivement, la Centrafrique est un pays plutôt méconnu des Français. C'est un pays peu touristique, à l'inverse de pays d'Afrique de l'Ouest comme le Sénégal. La diaspora centrafricaine en France n'est pas non plus très importante, comme peut l'être la diaspora malienne, ce qui ne concourt pas à le faire mieux connaître. Je serais tenté de dire qu'il y a un certain désintérêt pour cette région. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas d'informations sur ce qui s'y passe. C'est juste qu'elles n'intéressent pas grand monde. C'est un des enjeux de ce livre : éveiller la curiosité du lecteur pour un pays marginalisé mais dans lequel la France a une influence particulièrement néfaste.

Il y a eu un soudain intérêt médiatique pour la Centrafrique avant l'intervention française. Quelle était la réalité du risque de "génocide" brandie par les autorités françaises?

C'est un classique : avant toute intervention militaire française, il est nécessaire de préparer nos concitoyens à une telle intervention. Il s'agit de gagner les cœurs et les esprits, afin de susciter l'approbation du public. Dans cette dynamique, tous les moyens sont bons. On se souvient comment George W. Bush avait construit sa propagande sur les armes de destruction massive avant d'intervenir en Irak en 2003. Dans le cas qui nous concerne, a été mis en avant l'idée d'un risque de génocide, notamment par Laurent Fabius, le ministre français des Affaires étrangères, en novembre 2013. Ce qui est intéressant, c'est que celui-ci ne précise à aucun moment un génocide de qui contre qui... En réalité, il s'agit d'une situation de guerre civile, mais c'est moins vendeur que « génocide » sur le marché de l'indignation.

Il a aussi été question de "conflit inter-religieux". Qu'en était-il réellement? Quels étaient les enjeux réels de la crise?

À mon sens, le fait religieux n'est pas à la base du conflit. On n'est pas dans la situation du nord du Mali, avec une déstabilisation du pays par des groupes armés se réclamant d'un islam rigoriste et violent. Concrètement, la Séléka composée de Centrafricains du nord-est du pays, de Tchadiens et de Soudanais, majoritairement d'obédience musulmane, s'en prend principalement, lors de sa prise du pouvoir et par la suite, aux populations du sud et de l'ouest du pays, considérées comme chrétiennes. Les milices villageoises d'autodéfense et les anciens soldats de l'armée centrafricaine restés fidèles à Bozizé, regroupés sous le terme « d'anti-balaka », qui s'opposent à la rébellion, sont aussi présentés comme chrétiennes et s'attaquent principalement aux membres de la communauté musulmane. Ce qui amène à une présentation réductrice du conflit en une lutte interconfessionnelle, occultant au passage ses aspects sociaux-économiques. En réalité, les enjeux liés à la crise sont de deux ordres : politique et économique. Au niveau politique, il y a une volonté du Tchad, allié au Soudan, de renverser le régime de François Bozizé, avec, au moins, le consentement tacite de la France. Au niveau économique, se pose la question de l'exploitation des ressources naturelles présentes en Centrafrique. Le diamant bien sûr, mais aussi le bois et surtout le pétrole. En effet, le nord de la Centrafrique recèlerait des gisements d'hydrocarbures, lesquels seraient connectés aux zones pétrolifères mises en exploitation du côté tchadien de la frontière. Toute exploitation de cette ressource en Centrafrique pourrait réduire d'autant les réserves disponibles au Tchad...

En quoi a consisté l'intervention française? A-t-elle au moins fait baisser le niveau de violence?

L'opération française Sangaris, lancée début décembre 2013 se veut une opération coup de poing, dans le style des opérations françaises historiques : le déploiement d'une poignée de parachutistes devait ramener le calme dans le pays. Or, son lancement est concomitant avec une offensive coordonnée des milices anti-balaka, fidèles à François Bozizé, le président déchu, sur Bangui le 5 décembre. La situation est particulièrement explosive. La première action de ce corps expéditionnaire français est de désarmer et de cantonner les membres de la Séléka. Ce faisant, il va donner un net avantage aux milices anti-balaka, qui vont d'autant plus s'en prendre à la communauté musulmane, assimilée à la Séléka. Donc, bien loin de diminuer, le niveau de violence va sensiblement augmenter à la suite du déploiement français. Et ce qui était prévu pour être une opération de courte durée va se transformer en un borbier.

Quelle est la place des élections dans l'intervention française?

Les élections ont une place centrale dans la stratégie française. Le fait de tenir des élections, en l'occurrence présidentielles et législatives, permet de faire croire à une sortie de crise. C'est pourquoi la diplomatie française a pesé de tout son poids pour que celles-ci se tiennent au plus vite, alors même que la situation du pays n'est en rien stabilisée. L'enjeu est de pouvoir claironner que la France a réussi sa mission, qu'elle a œuvré au retour à un ordre constitutionnel, que l'opération Sangaris est un succès. La situation étant annoncée comme revenue à la normale, il est désormais possible de prévoir une réduction importante des effectifs sur place, sans que cela ne soit assimilable à une débâcle. En clair, une façon de sortir du borbier la tête haute.

Si ce n'est pas une intervention dans le cadre de l'anti-terrorisme, quelle est la typologie de cette intervention?

L'opération Sangaris s'inscrit pleinement dans le cadre de la « nouvelle doctrine » tel qu'explicité par Raphaël Granvaud dans son ouvrage « [Que fait l'armée française en Afrique ?](#) ». À l'inverse de ce qui a pu se passer pour l'opération Serval au Mali, où la France avait tordu le droit international pour pouvoir intervenir, la doctrine française habituelle a été appliquée au cas centrafricain. L'armée s'est déployée en vertu d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, dans le but de soutenir une force africaine. La France a cherché à multilatéraliser son action en promouvant la mise en place d'une force européenne (qui sera au final de faible ampleur). Autant d'éléments visant à casser son image de gendarme de l'Afrique. Sur le terrain, l'armée française reste en réalité prépondérante et agit de façon totalement indépendante.

Y-a-t'il eu des manifestations d'hostilité à l'intervention française en Centrafrique?

En effet, il y a eu à Bangui fin décembre 2013 des manifestations d'hostilité à l'égard de l'intervention française. Les membres de la communauté musulmane manifestaient pour dénoncer la partialité des troupes françaises, accusées de ne pas en faire assez pour désarmer les miliciens anti-balaka. Plus récemment, on a pu voir les troupes de Sangaris faire l'objet d'insultes suite à la révélation de viols sur de jeunes garçons du camp de réfugiés de l'aéroport de Bangui par des soldats français.

Quel a été le jeu du Tchad, principal allié de la "lutte contre le terrorisme" de la France en Afrique, dans la crise?

Depuis le début des années 2000, le Tchad a un poids considérable dans les affaires intérieures centrafricaines. On se souvient ainsi qu'Idriss Déby avait directement appuyé le général rebelle François Bozizé en 2002-2003 dans sa lutte pour renverser le président Ange-Félix Patassé. Le Tchad avait notamment servi de base arrière à la guérilla. L'action de ce pays dans la crise actuelle est tout aussi importante. Les principaux leaders de la Séléka, à commencer par Noureddine Adam, le plus virulent d'entre eux, ont de solides connexions à N'Djaména. De nombreux éléments témoignent par ailleurs d'une forte collusion entre les forces armées tchadiennes et les soldats de cette rébellion. Le jeu du régime tchadien est donc particulièrement trouble. Pour autant, cela ne semble pas avoir perturbé la diplomatie française, qui fait de celui-ci le pilier de son dispositif militaire en Afrique. Il est effarant de voir comment la France s'appuie pour sa « guerre contre le terrorisme » en Afrique de l'Ouest sur une dictature sanglante qui contribue à déstabiliser un de ses voisins.

[Yanis Thomas](#)

Centrafrique : un destin volé

Histoire d'une domination française

Parution : 15/04/2016

ISBN : 9782748902648

235 pages (11x17) 13.00 €

Sortie nationale en librairies, le **15 avril** 2016

Vous pouvez également le commander via la boutique en ligne de Survie

<https://survie.psweshop.com/15-livres>

